

TOUT CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR LA FIN DE L'EURO



SOMMAIRE :

1) FAQ	2
2) LES ÉCONOMISTES ET PRIX NOBEL FAVORABLES À LA FIN DE L'EURO	5
3) LES AVANTAGES DE LA FIN DE L'EURO	8
4) COMMENT LA FIN DE L'EURO SE PASSERA-T-ELLE ? QUELS SCÉNARIOS ?	10
5) QUE SE PASSERA-T-IL SI NOUS CONTINUONS AVEC L'EURO ?	11
6) DES ÉCONOMISTES MÉDIATIQUES ÉGALEMENT AU SERVICE D'INTÉRÊTS PRIVÉS.	13

En marge de ce grand dossier, nous invitons les lecteurs à consulter les nombreux travaux du professeur **Jacques SAPIR**, sur cette question fondamentale de la fin de l'Euro.

<http://russeurope.hypotheses.org/1598>



FAQ

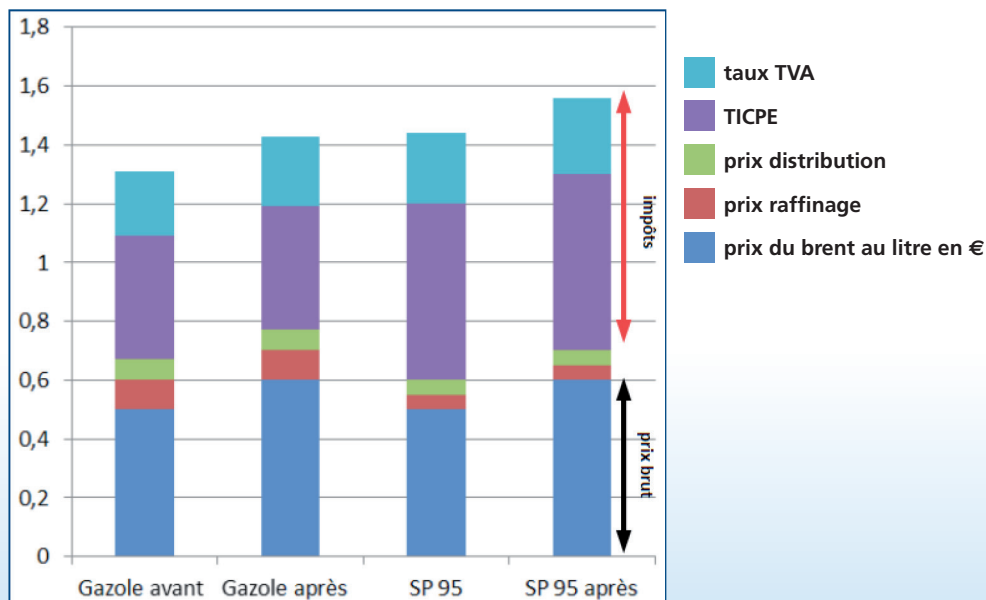
DETTE : LA FIN DE L'EURO RENCHÉRIRAIT-ELLE LE POIDS DE LA DETTE PUBLIQUE ?

Contrairement à ce qu'on entend, la quasi-totalité des dettes françaises (97%) a été émise en contrat de droit français. Or, selon un principe de droit international (appelé *Lex Monetae*) les dettes émises en contrat de droit national sont ré-libellées automatiquement en nouvelle monnaie nationale, selon la nouvelle parité fixée. En clair, 1 euro de dette publique à rembourser se transformerait en 1 franc à rembourser si la parité choisie est 1 euro = 1 franc. Exactement de la même façon que lorsque nous sommes passés à l'euro en 1999.

Ainsi, une dépréciation de l'euro de l'ordre de 20% ne renchérirait pas de manière sensible le poids de la dette. En revanche, la fin de l'euro permettrait à la France de se désendetter en cessant de payer les plans de renflouement à répétition des pays victimes de l'euro ; elle relancerait les exportations et donc la croissance et l'emploi ce qui mécaniquement fait baisser le poids de la dette

IMPORTATIONS : LA FIN DE L'EURO RENCHÉRIRAIT-ELLE LE COÛT DE L'ESSENCE ?

Le prix de l'essence à la pompe est en grande partie composé d'impôts divers (TVA et TICPE). Ainsi, une dépréciation de 20% du franc retrouvé ne porterait que sur le prix du pétrole brut, soit, pour un prix du gazole à environ 1,35 euro, sur seulement 0,45 euro. Cependant, les recettes de TVA augmenteraient légèrement. La très faible augmentation du prix à la pompe (10 centimes au litre environ) pourrait être compensée par une baisse d'impôts, et une taxe sur les grandes compagnies pétrolières.



De plus, le taux de change de la monnaie a pu connaître par le passé des dévaluations similaires. De 1999 à début 2000, la valeur de l'euro a chuté de presque 25% par rapport au dollar, sans que l'économie française n'en pâtisse, ni que le prix des importations n'augmente dans les proportions astronomiques avancées par les partisans invétérés de la monnaie unique. A cette époque au contraire, la France a connu des taux de croissance de l'ordre de 4% par an et le chômage baissait fortement



QU'EN-SERA-T-IL DE L'INFLATION ? DE L'EPARGNE ?

Lors d'une dévaluation, la valeur de la monnaie ne baisse que pour les importations. Or, les biens et services importés ne représentent que 14,5 % en moyenne de la dépense de consommation des ménages. La grande majorité de ce que nous consommons est produite sur le territoire français. De plus, certains pays comme l'Espagne ou l'Italie dévalueraient plus que la France, les biens importés de ces pays seront donc relativement moins chers. Globalement, l'effet inflationniste, du fait des réévaluations (du Mark notamment), des dévaluations, sera très limité. Il a été estimé qu'un point de pourcentage d'augmentation du prix des importations n'engendre qu'une hausse de 0.09 point des prix à la consommation (cf. OFCE).

SERIONS-NOUS ISOLÉS EN CAS DE FIN DE L'EURO ?

Non. Le calcul du taux de change est une opération qui se pratique dans tous les pays qui n'appartiennent pas à la zone euro sans que cela freine leur dynamisme commercial. Il est d'ailleurs prouvé que l'euro n'a pas entraîné d'augmentation du commerce intra-zone. (Kelejian, H. & al. (2011), « In the neighbourhood : the trade effects of the euro in a spatial framework », *Bank of Greece Working Papers*)

De plus la quasi-totalité des pays du monde disposent de leur propre monnaie et de leur politique monétaire. L'euro est une anomalie à l'échelle mondiale. Il faut noter les réticences actuelles de pays comme la République Tchèque, la Suède, ou récemment la Lettonie, à entrer dans l'euro, constatant le bénéfice de disposer du contrôle de sa monnaie. A l'échelle historique, il n'y a rien de plus banal que la fin d'une union monétaire. En un siècle, 69 unions monétaires se sont dissoutes, pour la plupart avec peu de mouvements économiques et beaucoup d'avantages

EST-IL LÉGALEMENT POSSIBLE DE METTRE FIN À L'EURO ?

Il est juridiquement tout à fait possible de remettre en cause tout ou partie d'un traité. L'article 50 du Traité sur l'Union Européenne prévoit une possibilité de sortie de l'UE. D'autres voies légales sont possibles, sans remettre en cause l'UE dans son ensemble par la Convention de Vienne sur le droit des traités, soit par un accord commun des Etats de la zone euro, ou soit en cas de changement fondamental de circonstances, par des dispositions similaires à celles dont bénéficie le Royaume-Uni par exemple.

ET CONCERNANT LA PRODUCTION DE BILLETS/PIÈCES ?

Il ne faut pas oublier que la Banque de France existe encore et qu'il n'aurait pas besoin de recréer une telle institution. De plus, l'immense majorité de la monnaie en circulation est constituée de monnaie « scripturale » c'est-à-dire de simples écritures comptables dans les banques. La conversion se ferait automatiquement selon la parité de 1 franc = 1 euro. Dans les 48h, les pièces et billets en euros feraient l'objet d'un « poinçonnage » par les autorités publiques, pour matérialiser leur reconnaissance, puis, en moins d'un mois, l'émission de nouveaux billets et pièces serait achevée, comme cela a pu se passer lors des anciennes dissolutions de zones monétaires.



EN CAS DE FIN DE L'EURO, QUELLES SERONT LES PARITÉS DES MONNAIES ?

Si l'euro venait à disparaître, plusieurs études ont montré que la parité du franc retrouvé avec le dollar ne différerait que peu, compte tenu des mouvements de capitaux (- 2% d'après Natixis, 6% d'après Nomura). Ainsi, le Mark se réévaluerait par rapport à son cours pivot actuel, et la Lire, la Drachme ou la Pesetas se déprécieraient dans des ordres de grandeur différents. Toutefois, le bénéfice recherché de la fin de l'euro réside également dans la dévaluation, dont les besoins pour la France peuvent être estimés à 20%. Une telle cible est tout à fait réalisable comme le montre les récents exemples japonais, suisse ou britannique.



ÉCONOMISTES ET PRIX NOBEL FAVORABLES À LA FIN DE L'EURO

1) PRIX « NOBEL D'ÉCONOMIE » EURO-CRITIQUES APPELANT À LA FIN DE L'EURO :

➡ Paul Krugman, Prix Nobel 2008, Professeur à l'Université de Princeton.

« La triste vérité est que le système euro semble de plus en plus voué à l'échec. Et une vérité encore plus triste est que vu comme le système se comporte, l'Europe se porterait sans doute mieux s'il s'écroulait plutôt aujourd'hui que demain. »

http://www.rtf.be/info/chroniques/detail_le-trou-dans-le-seau-de-l-europe-paul-krugman?id=6974133

« Quelle est la solution ? Dans les années 1930, la condition primordiale pour sortir de la crise a été l'abandon de l'étalon-or. L'équivalent aujourd'hui serait d'abandonner l'euro et de revenir aux monnaies nationales. »

<http://www.courrierinternational.com/article/2012/04/19/l-europe-au-bord-du-suicide>

« Chypre doit quitter tout de suite la zone euro. La raison est simple: rester dans l'euro signifie une dépression incroyablement dure qui se poursuivra pendant des années, alors que le pays tentera de mettre en place un nouveau secteur bancaire. En quittant la zone euro et laissant chuter sa nouvelle monnaie, Chypre accélérera cette réorganisation. »

<http://krugman.blogs.nytimes.com/2013/03/26/cyprus-seriously/?smid=tw-NytimesKrugman&seid=auto>

« L'Espagne et l'Italie pourraient sortir de l'euro. » « Sans un changement dans la politique monétaire et budgétaire, l'Espagne et l'Italie pourraient sortir de l'euro, le Portugal «les suivrait probablement» et la France «probablement.»

<http://www.expansion.com/2013/05/06/economia/1367870531.html>

<http://www.expansion.com/2013/05/06/economia/1367870531.html>

➡ Joseph Stiglitz, Prix Nobel 2001

« En sortant de l'euro et en restructurant leur dette, la Grèce et l'Espagne retrouveraient leur compétitivité. »

http://www.marianne.net/Joseph-Stiglitz-L-austerite-est-une-menace-pour-les-democraties_a201621.html

« Si l'Allemagne et les autres ne veulent pas faire ce qui est nécessaire (...) alors il faudra peut-être abandonner l'euro pour sauver le projet européen. »

<http://www.project-syndicate.org/commentary/joseph-e--stiglitz-says-that-the-europe-will-not-recover-unless-and-until-the-eurozone-is-fundamentally-reformed/french>

« Selon moi, pour sauver l'Europe, il pourrait être nécessaire de sacrifier l'euro. »

<http://www.youtube.com/watch?v=qeB95-vGBMo#t=690>

« La fin de l'euro ne serait pas la fin du monde. »

<http://www.rue89.com/rue89-politique/2012/09/13/joseph-stiglitz-la-fin-de-leuro-ne-serait-pas-la-fin-du-monde-235315>



➔ **Thomas Sargent, Prix Nobel 2011**

« *Les pays les plus faibles peuvent sortir de l'euro.* »

<http://www.expansion.com/2013/05/06/economia/1367870531.html>

➔ **Christopher Pissarides, Prix Nobel 2010,**
Professeur à la London School of Economics.
Ancien fervent partisan de l'euro jusqu'en 2013,
a depuis changé d'avis...

« *L'euro devrait soit être démonté d'une manière ordonnée soit les principaux membres devraient faire le nécessaire le plus rapidement possible pour retrouver la croissance et à l'emploi.* »

[http://www.dailymail.co.uk/news/article-2522298/
Nobel-winner-Sir-Christopher-Pissarides-warns-lost-generation-dole.html](http://www.dailymail.co.uk/news/article-2522298/Nobel-winner-Sir-Christopher-Pissarides-warns-lost-generation-dole.html)

➔ **James Mirrlees, Prix Nobel 1996**

« *L'Espagne a besoin de quitter l'euro, de revenir à la peseta d'imprimer beaucoup de monnaie et de l'utiliser pour les investissements publics et pour des politiques en faveur de l'emploi.* »

<http://www.expansion.com/2013/05/06/economia/1367870531.html>

A propos de l'Italie : « *en regardant de l'extérieur, je dis que vous ne devriez pas rester dans la zone euro, mais sortir maintenant.* »

[http://scenarieconomici.it/anche-per-il-nobel-james-mirrless-
leuro-non-funziona-ed-allitalia-conviene-uscire-subito/](http://scenarieconomici.it/anche-per-il-nobel-james-mirrless-leuro-non-funziona-ed-allitalia-conviene-uscire-subito/)

➔ **Amartya Sen, Prix Nobel 1998**

« *Tôt ou tard, la viabilité de l'euro se posera à nouveau.* »

[http://www.lecho.be/actualite/economie_politique_international/Amartya_Sen_
Tot_ou_tard_la_viabilite_de_l_euro_se_posera_a_nouveau.9354482-3501.art](http://www.lecho.be/actualite/economie_politique_international/Amartya_Sen_Tot_ou_tard_la_viabilite_de_l_euro_se_posera_a_nouveau.9354482-3501.art)

« *C'est pour moi une piètre consolation de rappeler que j'étais fermement opposé à l'euro. Mon inquiétude venait notamment du fait que chaque pays renonçait ainsi à décider librement de sa politique monétaire et des réévaluations des taux de change, toutes choses qui, par le passé, ont été d'un grand secours pour les pays en difficulté. Repenser la zone euro soulèverait de nombreux problèmes, mais les questions épineuses méritent d'être intelligemment discutées (l'Europe doit s'engager démocratiquement à le faire) en prenant en compte de façon réaliste et concrète le contexte différent propre à chaque pays.* »

http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/07/02/l-euro-fait-tomber-l-europe_1543995_3232.html

➔ **Milton Friedman, Prix Nobel 1976**

« *Le marché commun européen est l'exemple d'une situation non favorable à une union monétaire. Elle est composée de nations séparées, dont les résidents parlent différentes langues, ont différentes coutumes, et ont une bien plus grande loyauté*



et un plus grand attachement à leur propre pays qu'à un marché commun ou à l'idée d' «Europe.»

« Il va exacerber les tensions politiques en convertissant des chocs divergents qui auraient pu être corrigés par les taux de change, en des problèmes politiques qui vont diviser ces nations.»

<http://www.project-syndicate.org/commentary/the-euro--monetary-unity-to-political-disunity>

« Je peux à la rigueur comprendre qu'un pays pratique une telle politique pendant un certain temps, mais qu'une nation de taille relativement importante et très sourcilleuse de sa souveraineté comme la France accepte de façon permanente de sacrifier son autonomie monétaire me paraît peu crédible.»

« La seule façon indiscutable de recouvrer la pleine souveraineté monétaire serait non pas de se fondre dans un organisme collectif, mais de rompre avec l'attitude de soumission à l'égard du deutsche mark.»

<http://www.les-crisis.fr/entetement-suicidaire-1/>

2) ÉCONOMISTES DE RÉPUTATION MONDIALE EURO-CRITIQUES :

➡ **Nouriel Roubini** : Professeur d'économie au Stern School of Business de l'Université de New York.
Avait annoncé la crise en 2005-2006.

« Sauver la Grèce sera très difficile, une sortie ordonnée de la zone euro serait une meilleure solution.»

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2012/05/22/20002-20120522ARTFIG00569-un-economiste-repute-defend-la-sortie-de-la-grece-de-l-euro.php>

« Retarder l'inévitable rendrait la disparition de l'euro encore plus destructrice »
« L'ajustement (...) pourrait se faire grâce à la restructuration de la dette et à la sortie de la zone euro - ce qui conduirait à la réintroduction de devises nationales fortement dépréciées. Mais cet ajustement coûtera probablement des milliers de milliards s'il passe par l'austérité et des dévaluations internes.»

<http://lecercle.lesechos.fr/economistes-project-syndicate/nouriel-roubini/221152249/anticipation-quelle-fin-leuro>

➡ **Dani Rodrik**, Professeur d'économie politique à Harvard

« Le mieux pour la zone euro serait que son éclatement soit le plus possible anticipé et préparé.»

http://rodrik.typepad.com/dani_rodriks_weblog/2011/11/why-is-the-bankruptcy-of-the-greek-government-different-from-the-bankruptcy-of-california.html

➡ **Heiner Flassbeck**, ancien économiste en chef de la CNUCED de 2003 à 2012.

<http://www.humanite.fr/monde/heiner-flassbeck-«-sans-reequilibrage-l'euro-ne-survivra-pas-»-482357>

<http://www.unisg.ch/en/HSGServices/HSGMediacorner/Aktuell/RssNews/Meinung/2013/Mai/Eurokrise-HeinerFlassbeck-24April2013>



LES AVANTAGES DE LA FIN DE L'EURO

L'euro est surévalué par rapport aux autres monnaies du monde. Cela pénalise les exportations et augmente nos importations.

Le retour aux monnaies nationales permettrait de rétablir notre compétitivité-prix. Il faut signaler par ailleurs que les conditions (dites de « Marshall-Lerner ») sont remplies en France pour qu'une dévaluation soit bénéfique.

- ➔ **Les entreprises souffrent de la faiblesse de leurs marges** et des profits nets (50 milliards d'euros de moins qu'en 2000 soit 6% du PIB en France, contre 9% en Allemagne, 13% aux Etats-unis...). On estime à environ 100 milliards d'euros l'écart avec les pays de l'OCDE. L'impossibilité de dévaluer en cas d'augmentation des coûts salariaux ainsi que la surévaluation de l'euro ont obligé les entreprises industrielles françaises à diminuer le prix de vente de leurs biens, diminuant leurs marges, ainsi que l'investissement productif et donc la modernisation. Ainsi, les gains de productivité par tête sont à des niveaux très bas.
- ➔ **Une dévaluation permettrait d'avoir une monnaie correspondant à notre économie** et en finir avec cet euro taille unique, mal ajusté à la France, et simplement adapté à l'Allemagne.
- ➔ **Une dévaluation bénéficie à toutes les entreprises exportatrices** : celles qui sont déjà performantes accroissent leurs parts de marché (le prix de leurs biens et services étant devenus plus faibles par rapport aux autres monnaies) ainsi que les entreprises les plus en difficulté qui pourraient augmenter le prix de leurs exportations en monnaie nationale sans que cela ne représente un coût supplémentaire pour l'acheteur étranger. Si le franc venait à se déprécier de 20%, cela représenterait une bouffée d'air pouvant aller jusqu'à 100 milliards d'euros pour les entreprises exportatrices, et indirectement, pour les entreprises sous-traitantes ou offrant des biens et services aux exportateurs. C'est donc un cercle vertueux qui relance l'économie ainsi que l'emploi dans des secteurs à forte valeur ajoutée, et dont les salaires sont plus élevés que dans les services.
- ➔ **L'ajustement par la dévaluation a plusieurs avantages** : être rapide (il est plus facile et efficace de reculer l'heure d'une heure (dévaluation) que de demander à tout le monde de venir une heure à l'avance).
Il s'agit également d'un outil de coopération : en effet, les dévaluations sont le plus souvent le fruit de négociations, d'accords, et non de décisions purement unilatérales. L'image d'un isolement et d'une politique de cavalier solitaire est donc fautive.
De plus, les taux d'intérêts auxquels empruntent les pays pourraient diminuer. En effet, la compression salariale qui a actuellement lieu sous les coups de l'austérité conduit à une dégradation de l'activité et donc à une augmentation de la prime de défaut exigée par les prêteurs (puisque l'activité ralentit ou se contracte, la croissance est « négative », ce qui n'assure pas la soutenabilité de la dette publique), ainsi que la prime de risque. En d'autres termes, les taux d'intérêts ont augmenté. Cet effet positif s'est observé lors des dévaluations espagnoles et italiennes de 1992.
- ➔ **L'inflation sur les prix des biens en France augmenterait peu** étant donné ce que l'on appelle la « rigidité des prix ». En clair, en cas de dévaluation, on assiste à une amélioration de la compétitivité extérieure sans diminution du revenu réel, bien



au contraire. La hausse des prix des importations est plus faible que la dépréciation de la monnaie (puisque les entreprises qui vendent en France tendent à réduire leurs marges), mais également beaucoup plus faible (environ 10 fois) que la hausse des prix à la consommation. Certaines études montrent qu'une augmentation de 20% des prix des importations, conduirait à une augmentation de seulement 2% de l'inflation (ce dont nous aurions grandement besoin en cette période de quasi-déflation). Le commerce extérieur s'en retrouverait amélioré, et le cercle vertueux enclenché (réduction du déficit extérieur, baisse des importations...). Là encore, l'exemple de la dévaluation de 1992 est frappant.

- ➔ **La base industrielle** (la part de l'industrie dans la production nationale) augmenterait, attirant les investisseurs étrangers, qui bénéficieraient par ailleurs d'une monnaie dévaluée.
- ➔ **La politique monétaire et la Banque de France seront retrouvées : un effet positif sur la dette.** Cette dernière pourrait racheter des titres de dette publique sur les marchés financiers et même prêter à l'Etat Français sans intérêt, au lieu qu'il se finance sur les marchés obligataires. Cette politique ne serait pas non plus inflationniste comme le montrent les exemples anglais ou américain.



COMMENT LA FIN DE L'EURO SE PASSERA-T-ELLE ? QUELS SCÉNARIOS ?

La fin de l'euro adviendra soit par l'éclatement de la zone euro soit par une dissolution contrôlée, cette dernière étant la solution la plus probable.

- ➔ **Le cas de l'éclatement de l'euro** est une solution de second rang, moins préférable. La France et l'Italie ont un intérêt commun à une sortie de l'euro et, leurs poids respectifs étant prépondérants, si l'un des pays décidait d'en sortir (lors d'un conseil de la zone euro, ecofin), l'Allemagne serait dans l'obligation de traiter la question et de négocier. Si la France sort, l'Italie ne pourra pas se permettre de rester dans la zone, en laissant la France dévaluer. Elle serait donc contrainte de sortir, et de proche en proche, l'Espagne, la Portugal... Au final, l'Allemagne y compris n'aurait pas intérêt à rester dans l'euro, son taux de change par rapport au dollar serait trop élevé.
- ➔ **Le cas de la dissolution** est une solution de premier rang, préférable. Une dissolution coordonnée permet de préparer une sortie de l'euro de manière coopérative, et de décider à l'avance, en toute connaissance de l'après, en se dotant d'institutions préparant la transition par exemple, de contrôles de capitaux pour éviter leur fuite tout en décidant de taux de change cibles des dévaluations, des éventuelles aides et utilisations de fonds comme le MES pour stabiliser la transition, avance au trésor public de la banque centrale, etc. Ces décisions devront être prises rapidement, dans un délai de quelques jours (48 ou 72 h). Un contrôle temporaire des mouvements de capitaux devrait être mis en place pour éviter les mouvements spéculatifs. Un tel contrôle a d'ailleurs été mis en place à Chypre. Ces politiques coïncideront avec un changement de politiques macroéconomiques et institutionnelles (protectionnisme, incitation à la réindustrialisation, etc...)



QUE SE PASSERA-T-IL SI NOUS CONTINUONS AVEC L'EURO ?

Si la France s'accroche à l'euro, les coûts directs et indirects pour son économie seront croissants.

On le sait désormais, la cherté de l'euro a un impact négatif sur la compétitivité de la France.

Le déficit commercial se creuse à mesure que les exportations de la France se dégradent. La France réalise d'ailleurs moins de la moitié de son commerce extérieur avec les pays de la zone euro, pâtissant d'autant plus d'un euro surévalué. Ceci a évidemment des conséquences négatives sur la croissance (0.5 point de perte de croissance les 3 premières années quand l'euro augmente de 10%

(source : http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys_conj/archives/juin2008_d2.pdf)

En effet, la demande adressée à la France par les pays étrangers est extrêmement sensible au prix des biens exportés. Ceci se mesure par « l'élasticité-prix » des biens exportés de la France, qui est assez élevée (1.1) comparée à l'Allemagne (0.2). Cela signifie que lorsque le prix d'un bien augmente de 1%, la demande pour ce bien diminue de 1.1%.

DE PLUS, RESTER DANS LA ZONE EURO, C'EST ACCEPTER :

Soit un fédéralisme budgétaire (et donc accepter une politique dictée par l'Allemagne dont les besoins sont absolument différents des nôtres. Il faut savoir que ce scénario implique des transferts budgétaires de l'ordre de 8 à 12% du PIB, en direction des pays du Sud (autant dire un vœu pieu et une solution irréaliste).

Soit accepter un appauvrissement des pays dont la monnaie n'est pas adaptée, une concentration de l'économie sur le secteur des services et ses faibles salaires, un chômage élevé (pour faire disparaître les déficit extérieurs des pays concernés). Accepter aussi la continuelle chute des investissements productifs, du crédit bancaire, la politique de « passager clandestin » de l'Allemagne dont les besoins différent...

L'euro et les politiques de convergences avec le Mark (franc fort...) qui démarrent dès la fin des années 80 ont conduit à une perte de part de marché mondial de la France (7 % au début des années 90, 4% aujourd'hui, une balance commerciale équilibrée en 2000, largement déficitaire aujourd'hui (supérieure à 3% du PIB), une chute de la valeur ajoutée du secteur manufacturier dans le PIB corrélée à une diminution encore plus grande de l'emploi manufacturier). Le bilan de l'euro est accablant et continuerait de l'être sauf pour l'Allemagne qui jouit d'une monnaie sous-évaluée pour son économie. (En effet, grâce au taux de change actuel, l'euro contribue à augmenter la croissance de l'Allemagne d'au moins 0.5 point de PIB par an).

Avant l'euro, l'écart des coûts salariaux entre la France et l'Allemagne s'ajustait au moyen d'une dévaluation du franc, ou d'une réévaluation du mark. Depuis la fin des années 80, ce mécanisme n'est plus possible menant à une hausse du coût salarial français par rapport à l'Allemagne.

Or depuis 2001, le taux de change français à l'égard de l'ensemble des monnaies de ses partenaires s'est apprécié d'environ 10%.



Concernant les taux d'intérêts auquel l'Etat emprunte, il faut les analyser en termes réels, c'est à dire en tenant compte de l'inflation. Or la faiblesse de cette dernière a conduit à une remontée des taux d'intérêts d'emprunts. C'est pourtant là l'un des seuls avantages que les partisans de l'euro trouvent encore à agiter...

Continuer dans l'euro c'est aussi accepter des plan de renflouement, (près de 70 milliards d'euros qui viennent grossir la dette publique en 2013) dont 11 milliards pour la Grèce (dette qu'elle ne remboursera sans doute jamais...), 13 et 38 milliards pour le FESF et le MES...



DES ÉCONOMISTES MÉDIATIQUES ÉGALEMENT AU SERVICE D'INTÉRÊTS PRIVÉS.

La plupart des économistes médiatiques sont présentés sous leur casquette d'universitaire. Or, beaucoup d'entre eux, occupent également des postes dans le secteur privé, parfois même bancaire. Cette dissimulation pose de légitimes questions d'impartialité et de conflits d'intérêts. En effet, quelle légitimité accorder à un « expert », par ailleurs conseiller d'une grande banque, sur des questions aussi cruciales pour la grande la finance que l'euro ?

- ➔ **Élie Cohen**, directeur de recherche au CNRS et enseignant à Sciences Po Paris, est aussi administrateur d'Orange et du groupe Pages Jaunes, d'EDF énergies nouvelles, de Steria. Il prône la privatisation des entreprises publiques, puis siège dans les conseils d'administration des entreprises néo-privatisées.

« Je pense qu'en matière de privatisation et de retrait de l'Etat de la tutelle des entreprises, et notamment des entreprises concurrentielles, Lionel Jospin accélère l'allure et réalise ce qui n'a pas été réalisé par le gouvernement précédent » (LCI, 02.06.98)

La clairvoyance de E.Cohen laisse sans voix : *« Dans quelques semaines, le marché se reformera et les affaires reprendront comme auparavant » Le Monde, 17 août 2007.*

- ➔ **Nicolas Bouzou**, économiste, chroniqueur sur plusieurs chaînes de télévisions (groupe Canal +) et radios. Il dirige également une société d'analyse financière et de prévisions économiques, Asterès.

- ➔ **Nicolas Baverez** est membre du comité d'éthique entrepreneuriale du HYPERLINK «<http://fr.wikipedia.org/wiki/MEDEF>» MEDEF, membre de l'institut Montaigne, ouvertement libéral, dirigé par Claude Bébéar, ancien PDG d'Axa.

- ➔ **Daniel Cohen**, professeur à l'Ecole d'Economie de Paris, à l'Ecole Normale Supérieure et à Paris -1, mais aussi *senior adviser* de la banque Lazard qui conseille par exemple le gouvernement grec sur la renégociation de sa dette. (*H.Sterdyniak à son propos : « Daniel Cohen, c'est le grand écart permanent. Il est le conseiller de Lazard, cette banque d'affaires qui conçoit des plans d'austérité pour le compte du gouvernement grec, et il multiplie des tribunes dans Le Monde, où il explique l'inverse : il faut privilégier la relance et pas la rigueur. Il passe de DSK à Martine Aubry alors que leurs postures économiques sont contradictoires. »*)

http://www.lepoint.fr/economie/quand-les-economistes-perdent-le-sens-commun-15-09-2011-1380015_28.php

<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2011/07/04/97002-20110704FILWWW00492-lazard-freres-dope-par-la-grece.php>

- ➔ **Jean-Hervé Lorenzi** : Président du Cercle des Economistes, conseiller du directoire de la Compagnie Financière Edmond de Rothschild depuis 2000. Notons également sa présence dans d'innombrables conseils d'administration (Eramet, GFI informatique, BNP Paribas Assurance, Pages Jaunes ou encore Crédit foncier, Euler Hermes)

<http://www.bnpparibascardif.com/fr/cid3190516/bnp-paribas-assurance-accueille-trois-administrateurs-independants-sein-son-conseil-administration..html>

<http://www.creditfoncier.com/nous-connaître/la-gouvernance/conseil-administration-comites>



- ➔ **Christian de Boissieu**, professeur à Paris-1, aux activités annexes diverses : administrateur de la banque Hervet de 1995 à 2000, membre du conseil de surveillance de la banque Neuflyze OBC jusqu'en 2011, conseiller économique dans le hedge fund HDF Finance jusqu'en 2011, est également membre de l'Autorité des Marchés Financiers depuis 2011. Il est ouvertement favorable à la dérégulation des marchés.

SOURCES :

- Checking Out: Exits from Currency Unions Andrew K. Rose, 2007
- Have a Break, Have a... National Currency: When do Monetary Unions Fall Apart? Volker Nitsch, CESINFO Working Paper N° 113. January 2004
- Dévaluer avait beaucoup d'avantage, *FLASH-ECONOMIE Natixis*, 29 Mai 2012 – N° 365
- Quels pays de la zone euro profiteraient d'une dépréciation de l'euro ?, NATIXIS, Flash-Economie n° 148, du 13 février 2013
- OFCE, Synthèse : comparaison des élasticités et des taux de pénétration, 2009
<http://www.senat.fr/rap/r08-169/r08-16921.html>
- Sapir J ? P. Murer et C. Durand, *Les Scénarii de Dissolution de l'Euro*, Paris, Fondation Res-Publica, septembre 2003.
http://www.fondation-res-publica.org/docs/etude_euro_respublica.pdf
- Jonathan Tepper A Primer on the Euro Breakup: Depart, Default, and Devalue as the Optimal Solution, 2012.
http://www.true-sale-international.de/fileadmin/tsi_downloads/ABS_Research/Finanzkrisen/February-2012-Eurozone-Breakup.pdf
- Jens Nordvig , Nick Firoozye , Rethinking the European monetary union, 5 June 2012
<http://www.policyexchange.org.uk/images/WolfsonPrize/nordvig%20-%20rethinking%20european%20monetary%20union.pdf>
- J.Sapir, Et s'il faut sortir de l'euro, 2011
http://www.medelu.org/IMG/pdf/Sortie_de_l_euro.pdf
- Eric Dor, 2011. «Quitter la zone euro: y a-t-il un mode d'emploi?», Working Papers 2011-ECO-04, IESEG School of Management.
- Fondation Bertelsmann, How Germany Benefits from the Euro in Economic Terms, 2013
http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xbcr/SID-15F3D1E8-6DABF475/bst_engl/xcms_bst_dms_37730_37731_2.pdf